

Le Nasdaq encore fragilisé par le marché obligataire.

- S&P 500 : 4 677 (- 0,4%) / VIX : 18,76 (- 4,3%)
 - Dow Jones : 36 232 (- 0,01%) / Nasdaq : 14 936 (- 1,0%)
 - Nikkei : 29 479 (Fermé) / Hang Seng : 23 682 (+ 0,8%) / Asia Dow : + 0,3%
 - Pétrole (WTI) : 79,0 \$ (+ 0,1%)
 - 10 ans US : 1,767% / €/€ : 1,1334 \$ / S&P F : + 0,1%
- (À 7h05 heure de Paris, Source : Marketwatch)

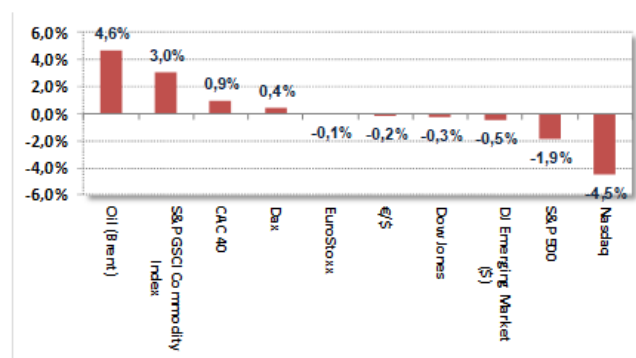
Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

La bourse américaine a connu une séance difficile après des chiffres de l'emploi sur décembre du BLS difficiles à interpréter. Les créations d'emplois sont inférieures aux attentes mais le recul du taux de chômage a alimenté les anticipations de hausse des taux directeurs de la banque centrale. Le S&P 500 a débuté la séance en légère hausse, avant de rechuter (vers les 4 660 soit - 0,5%), puis revenir à l'équilibre. Ensuite, l'indice a fluctué entre 4 680 et 6 700, sans grande tendance. Au final, l'indice S&P 500 clôture à 4 677 (- 19 points), soit une baisse de 0,4%. Le Dow Jones reste quasiment stable, à 36 232 (- 0,01%), soutenu par la hausse de Boeing (+ 2,0%) grâce à une nouvelle commande de quatre appareils cargo 777 par Atlas Air. Mais, l'indice Nasdaq chute de 1,0% à 14 936 (- 145 points). Le VIX est en recul de 4,3% à 18,8. Les valeurs technologiques ont une nouvelle fois été pénalisées par la perspective d'une hausse des taux longs tandis que les financières ont profité de ce mouvement, qui devrait doper leurs marges d'intermédiation. Bank of America a pris 2,2%, Wells Fargo 2,1% et Citigroup 1,3%. Le secteur énergétique est resté solide malgré une « pause » des cours du pétrole, avec + 0,8% pour Exxon Mobil et + 1,4% pour Chevron. Sur la semaine écoulée, le S&P 500 perd 1,9%, le Dow Jones - 0,3% et le Nasdaq abandonne - 4,5%, sa plus forte baisse hebdomadaire en pourcentage depuis la fin février 2021.



Le distributeur de jeux Gamestop a grimpé de 7,3% après avoir annoncé le lancement d'une division pour développer une plate-forme d'échanges de jetons non fongibles (NFT) et conclure des partenariats sur le marché des cryptomonnaies. L'équipementier sportif Nike (-2,6%) intente un procès contre Lululemon (- 3,7%), affirmant protéger ses droits intellectuels sur des technologies numériques appliquées au sport. Les autorités chinoises reprochent à Walmart (+ 1,0%) d'avoir enfreint les lois sur la cybersécurité, rapportent des médias locaux, alors que le distributeur américain est déjà la

cible de critiques pour avoir prétendument interrompu la vente de produits fabriqués au Xinjiang. Mc Donald (- 1,0%) a annoncé que ses restaurants au Japon ne serviraient plus que de petites portions de frites pendant un mois environ en raison de problèmes d'approvisionnement. New York Times (- 10,7%) a annoncé le rachat du site d'information sportive The Athletic pour 550 millions \$ en numéraire.

Meta Platforms (- 0,2%), la maison mère de Facebook, a annoncé, vendredi soir, le départ de son directeur de la communication, John Pinette, qui sera remplacé à titre intérimaire par Chris Norton, vice-président chargé de la communication du groupe au niveau international.

IBM a annoncé qu'*IBM Watson Advertising* (anciennement *The Weather Company*) proposera maintenant ses données météo sur *AWS Data Exchange*, une plateforme d'Amazon Web Services. En s'appuyant sur les données météorologiques parmi les plus précises au monde et en mobilisant l'intelligence artificielle, IBM Watson Advertising établit des liens entre la météo et le comportement des consommateurs. Les informations indiquant les emplacements où la météo pourrait affecter les ventes pourront alors aider les entreprises à générer des revenus en fonction du comportement prédictif des consommateurs, indique IBM.

Le patron d'Apple Tim Cook a reçu l'année dernière 98,73 Mds \$ de rémunération. Outre son salaire de 3 millions \$, il a reçu une prime de 12 millions \$, 82,35 millions \$ en actions et d'autres compensations. Il avait reçu seulement 14,77 millions \$ en 2020. Il n'avait alors pas reçu d'actions. Le Directeur financier d'Apple, Luca Maestri, a, lui, reçu près de 27 millions \$ en 2021.

Asie

Les indices asiatiques sont mitigés ce matin mais résiste à la clôture négative de Wall Street de vendredi. Les futures sur les indices américains militent pour une stabilisation de la bourse américaine.

La bourse japonaise est fermée mais les marchés chinois sont en hausse avec un Hang Seng en hausse de 0,8% et Shanghai qui progresse de 0,3%. Les médias chinois indiquent une accélération des cessions d'actifs de la part des promoteurs immobiliers, notamment de Shimao, qui a fait défaut sur un prêt la semaine dernière. Le groupe pourrait vendre tous ses projets immobiliers en cours. La bourse australienne est quasiment stable (- 0,1%) et le Kospi perd 0,9% ce matin.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Le *Dollar Index* a légèrement baissé sur la séance de vendredi, suite au rapport sur l'emploi de décembre publié sous les attentes du consensus. Le rapport du *BLS* a, toutefois, renforcé les attentes que la Réserve fédérale commence à relever les taux d'intérêt lors de sa réunion de mars du fait du recul du taux de chômage à son niveau du « plein emploi » à long terme estimé par la banque centrale. Les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux impliquant une probabilité de 90 % d'une hausse, contre 80 % mercredi. Ainsi, le recul du *Dollar Index* est limité, de 0,3% à 96,0. L'euro a augmenté de 0,3 % à 1,1325 \$, se renforçant contre le billet vert dans le sillage du rapport sur l'emploi, après avoir montré peu de réaction aux données indiquant que l'inflation dans la zone euro a augmenté à 5 % en décembre. Le yen japonais s'est renforcé de 0,1 % par rapport au billet vert, à 115,71 \$. Le yen a subi l'essentiel des dommages sur la semaine alors que le dollar avait atteint un sommet de cinq ans par rapport au yen en début de semaine. La livre sterling a enregistré son troisième gain hebdomadaire consécutif et s'échangeait à 1,356 \$, en hausse de 0,2 % sur la

journée, même après que des données ont montré que la croissance du secteur de la construction britannique s'est refroidie en décembre en raison de la propagation de la variante Omicron du coronavirus. Enfin, dans les cryptomonnaies, le bitcoin a chuté de 2,6 % à 42 000 \$.

Sur le marché obligataire, la hausse des taux longs s'est poursuivie avec des taux à 10 ans français en hausse de 2,8 pb, à 0,2870% ou de 2,5 pb des Bunds à - 0,0400%. Les BTP Italiens s'envolent de 6 pb, à 1,33%, un niveau plus observé depuis début juillet 2020. Les « Gilts » britanniques prennent 3 pb, à 1,18%. Mais, le mouvement le plus impressionnant est sur les T-Bonds américains avec une envolée de 28 pb sur la semaine et encore 4,5 pb à 1,785% à la fin de la séance de vendredi, un plus haut depuis janvier 2020, juste avant la pandémie. Les chiffres de l'emploi n'ont pas rassuré les investisseurs obligataires. La solidité de la hausse du salaire horaire peut sûrement expliquer cette réaction.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole se sont repliés sur la séance de vendredi. Les investisseurs ont fait une pause après le rapport sur l'emploi du BLS, mais les tensions sur l'offre restent importantes. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a abandonné 0,3% pour clôturer à 81,75 \$. A New York, le WTI, pour livraison en février, a lâché 0,7% pour finir à 78,90 \$. Certains opérateurs indiquent aussi des prises de bénéfices face à l'absence de nouveau développement majeur au Kazakhstan, après plusieurs journées de heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Le pays d'Asie centrale produit, selon les estimations, entre 1,6 et 1,8 million de barils par jour. Globalement, l'offre demeure contrainte, plombée par la production moindre que prévue de plusieurs pays de l'OPEP+, ainsi que par le redémarrage très lent de la production américaine. Baker Hughes a indiqué, vendredi, que le nombre de puits de pétrole n'avait augmenté que d'une unité par rapport à la semaine précédente. Le total demeure inférieur d'environ 30% à son niveau d'avant la pandémie de coronavirus. L'offre insuffisante, des stocks faibles et un manque d'investissement devraient pousser les prix encore plus haut, malgré les signes de ralentissement de l'économie mondiale, essentiellement dans les services, avec le variant Omicron.

Les « news Market Mover »

- **Kazakhstan : Officiellement, l'ordre est rétabli et les « sites stratégiques » épargnés.**
- **BCE : la banque centrale va-t-elle devoir agir face à une inflation persistante ?**
- **Fed : même les « colombes » parlent de réduction de la taille du bilan !**
- **Royaume-Uni : vers une activation de « l'article 16 » de l'accord sur le Brexit ?**

Les autorités kazakhes ont déclaré dimanche qu'elles avaient stabilisé la situation dans le pays et que des « sites stratégiques » sont désormais sous le contrôle de l'alliance militaire dirigée par la Russie destinée à rétablir l'ordre. Des responsables des forces de sécurité et des services de renseignement ont informé le président kazakh, Kassim-Jomart Tokaïev, qu'ils poursuivaient des opérations de « nettoyage ». Selon la chaîne publique Khabar 24, 164 personnes ont été tuées au cours des affrontements avec les forces de sécurité. Selon la police, 6 044 personnes ont également été arrêtées en lien avec les violences lors desquelles plusieurs bâtiments publics ont été incendiés. Vendredi, Kassim-Jomart Tokaïev a autorisé les forces de l'ordre à ouvrir le feu sans sommation pour mettre fin aux désordres générés par, ce qu'il a appelé, des « terroristes ». Les autorités kazakhes assurent que la situation est stabilisée dans toutes les régions. Les autorités kazakhes ont annoncé samedi l'arrestation de Karim Massimov, ancien chef du comité de sécurité nationale du Kazakhstan, pour soupçons de trahison.

La flambée des prix de l'énergie pourrait amener la BCE à cesser de « regarder » une inflation élevée et à commencer à agir, surtout si la transition écologique se révèle inflationniste, a déclaré samedi Isabel Schnabel, membre du conseil des gouverneurs de l'institution. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a atteint en décembre 5,0% sur un an. La BCE estime cependant que cette hausse ralentira d'elle-même car l'inflation est alimentée principalement par des facteurs transitoires. « La hausse des prix de l'énergie pourrait amener à s'écarter d'une politique consistant à regarder à travers », a déclaré Isabel Schnabel, estimant qu'une augmentation plus persistante des prix de l'énergie pourrait à terme contraindre la BCE à agir. Selon elle, deux scénarios pourraient amener la BCE à revoir sa politique monétaire. Le premier est de déterminer si les prix élevés de l'énergie se répercutent sur d'autres secteurs de l'économie et modifient les comportements en matière de fixation des prix. « Mais pour le moment, il n'y a aucun signe d'effets de second tour plus important », a-t-elle déclaré. « La croissance des salaires et les revendications portées par les syndicats restent relativement modérées » a-t-elle ajouté. Le deuxième scénario consiste à examiner si la trajectoire des prix de l'énergie, fortement liée aux taxes sur le carbone et à la transition écologique, menace de tirer l'inflation globale au-dessus de l'objectif de l'institution.

La présidente de la *Fed* de San Francisco, Mary Daly, pourtant considérée comme une « colombe » au sein du *FOMC*, a indiqué, vendredi, qu'elle était favorable à une fin rapide des achats d'actifs de la banque centrale et à un début de normalisation du bilan de l'institution peu après la première hausse des taux. Mary Daly s'est dit « plutôt favorable » à la décision prise par la *Fed* le mois dernier d'accélérer la réduction des achats d'actifs pour potentiellement mettre un terme à son programme d'assouplissement quantitatif (QE) en mars. Avec les achats de titres obligataires effectués depuis le début de la pandémie pour soutenir l'économie, le bilan de la banque centrale a plus que doublé pour atteindre désormais plus de 8 700 Mds \$. La présidente de la *Fed* de San Francisco ne s'est pas prononcée sur la date à laquelle la *Fed* devrait relever ses taux directeurs, mais elle a souligné qu'un tel relèvement serait étroitement lié à la question de l'allègement du bilan. « Après une ou deux hausses de taux, on pourrait imaginer un ajustement du bilan » pour en réduire sa taille, a déclaré Mary Daly. Si la *Fed* devait rapidement réduire son portefeuille d'actifs, cela pourrait aider la banque centrale à ne pas relever les taux de manière aussi agressive, a-t-elle ajouté, « je préférerais une trajectoire plus régulière des taux d'intérêt et un ajustement plus important du bilan » dans le cadre d'un effort d'ensemble pour normaliser la politique monétaire. Elle a déclaré que le marché de l'emploi reste robuste et que si l'inflation est trop élevée, il n'y a pas encore de preuve que la hausse des salaires constitue un facteur important de la progression des prix.

Le Royaume-Uni est prêt à mettre en œuvre des mesures unilatérales pour suspendre les contrôles douaniers sur les biens à destination de l'Irlande du Nord, a déclaré samedi la ministre britannique des Affaires étrangères Liz Truss. Liz Truss doit reprendre les discussions avec Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne, cette semaine pour résoudre les difficultés sur les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, et les pays membre de l'Union européenne. La frontière douanière entre Grande-Bretagne et Irlande du Nord dans la mer d'Irlande est difficile à appliquer. Des tensions sont apparues quant à l'application pratique de cet accord, en particulier concernant les marchandises destinées à rester en Irlande du Nord, ainsi que sur l'autorité de la Cour européenne de justice (CEJ). L'article 16 du protocole nord-irlandais, qui fait partie de l'accord de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, permet à chacune des parties de prendre des mesures unilatérales si elle considère que ce protocole a de graves conséquences.



en collaboration avec



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2022, Tous droits réservés.